



CHAMBRE DE COMMERCE ET D'INDUSTRIE DU VAR
236, Boulevard du Maréchal Leclerc
CS 90008
83097 – TOULON CEDEX

**MARCHE DE LOCATION DE MODULAIRES PROVISOIRES POUR LES BESOINS DE CAPFORMA
POUR LA CCI DU VAR**

Marché passé en application des articles L.2123-1, R.2123-1, R.2123-4 et R.2123-5
du code de la commande publique

**CAHIER DES CLAUSES ADMINISTRATIVES PARTICULIERES
(C.C.A.P)**

Le présent CCAP comprend 12 feuillets numérotés de 1 à 12

ARTICLE 1 – OBJET ET FORME DU MARCHÉ

1.1 OBJET DU MARCHÉ

Le présent marché a pour objet la location de modulaires provisoires pour les besoins de CAPFORMA pour la CCI du Var.

Les caractéristiques techniques des prestations sont définies au Cahier des Clauses Techniques Particulières.

Nomenclature Européenne (CPV) :

44211100-3 – Bâtiments modulaires préfabriqués

1.2 DECOMPOSITION EN LOTS

Le présent marché n'est pas allotie.

1.3 INTERVENANTS DANS L'OPERATION

<u>Maître d'Ouvrage</u>
Chambre de Commerce et d'Industrie du Var 236, boulevard du Maréchal Leclerc CS 90008 83107 – TOULON CEDEX
<u>Maître d'œuvre</u> <u>Architecte :</u> CAIRE ARCHITECTES 212 Impasse des Aubes Claires 13600 LA CIOTAT
<u>Bureau de contrôle</u> QUALICONSLT Avenue Georges Charpak Bâtiment A 83160 LA VALETTE DU VAR

ARTICLE 2 – PIECES CONSTITUTIVES DU MARCHÉ

Le marché est constitué par les documents contractuels énumérés ci-dessous par ordre de priorité décroissante :

1. l'acte d'engagement et ses annexes (hors quantité D.P.G.F),
2. le Cahier des Clauses Administratives Particulières, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
3. le Cahier des Clauses Techniques Particulières et ses annexes, dont l'exemplaire conservé dans les archives de la CCI du VAR fait seul foi,
4. Le Cahier des Clauses Administratives Générales applicables aux marchés de fournitures courantes et de services approuvés par arrêté du 30 mars 2021,
5. Les actes spéciaux de sous-traitance et leurs avenants, postérieurs à la notification du marché
6. Les normes, DTU, avis techniques applicables aux prestations ainsi que les textes réglementaires en vigueur,
7. L'offre technique du titulaire fournie à l'appui de son offre,

En cas de contradiction entre les différentes pièces contractuelles, il sera fait application du document ou de l'interprétation la plus favorable au pouvoir adjudicateur.

Le présent marché constitué des documents contractuels définis ci-dessus exprime l'intégralité des obligations des parties. Les dispositions du présent marché prévalent sur celles qui figureraient sur les documents de réponse, lettres ou autres documents échangés entre la CCI du VAR et le titulaire préalablement à la signature du présent marché.

Aucune condition générale ou spécifique figurant dans les documents envoyés par le titulaire ne pourra s'intégrer au présent marché.

Il en est ainsi sans que cette liste soit exhaustive, des conditions d'achat, des conditions de vente, des conditions figurant sur les factures, des conditions énoncées dans les documents commerciaux.

ARTICLE 3 – RESPONSABILITE ET ASSURANCES

Le titulaire du marché devra être titulaire d'assurances garantissant sa responsabilité à l'égard des tiers, des usagers et de la personne publique en cas d'accidents ou de dommages causés par la conduite des prestations ou les modalités de leur exécution. La garantie devra être suffisante, elle devra être du montant maximal possible sur le marché de l'assurance pour les dommages corporels.

Il devra pour ce faire produire les attestations d'assurances au plus tard huit jours calendaires après réception de la notification du présent marché.

Le titulaire devra adresser à la CCI du VAR une copie de l'attestation d'assurance, au maximum quinze (15) jours après l'échéance de la police en question.

ARTICLE 4 – PROTECTION DE LA MAIN D'ŒUVRE ET CONDITIONS DE TRAVAIL

Le titulaire assure le rôle qui lui est imparti par la réglementation en vigueur en matière de protection de la main d'œuvre, d'hygiène, de conditions de travail et de sécurité sur le chantier.

Les obligations qui s'imposent au titulaire sont celles prévues par les lois et règlements relatifs à la protection de la main-d'œuvre et aux conditions de travail du pays où cette main-d'œuvre est employée.

Il est également tenu au respect des dispositions des huit conventions fondamentales de l'Organisation internationale du travail, lorsque celles-ci ne sont pas intégrées dans les lois et règlements du pays où cette main-d'œuvre est employée.

ARTICLE 5 – PRIX

Le prestataire s'engage à réaliser l'objet du marché moyennant le prix global et forfaitaire tel qu'indiqué dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Les prix sont établis nets et hors taxes et comprennent toutes les fournitures de matière et de main d'œuvre, les frais de déplacements, indemnités, locations, tous frais généraux, les faux frais, impôts, taxes, redevances, cotisations, etc. et d'une façon générale, toutes dépenses nécessaires au complet et parfait achèvement des prestations spécifiés dans les documents contractuels ainsi que les frais annexes. Ces prix tiennent compte également de toutes les sujétions et circonstances d'ordre local et géographique, ainsi que toutes les prestations qui, n'étant pas explicitement spécifiés aux documents contractuels, seraient nécessaires au parfait et complet achèvement des prestations ou conformes aux règles de l'art.

Les frais supplémentaires que le titulaire peut être amené à engager pour l'exécution d'une prestation, frais de déplacement ou de stationnement par exemple, ne sauraient donner lieu à une facturation complémentaire.

En outre, le titulaire est réputé, avant la remise de son offre :

- avoir pris connaissance de tous les éléments du dossier de consultation des entreprises,
- avoir contrôlé toutes les indications des documents du dossier de consultation des entreprises et s'être assurée qu'elles sont exactes, suffisantes et concordantes, tant en qualité qu'en nature, en prenant le cas échéant les renseignements complémentaires et utiles auprès de la CCI du Var,
- avoir apprécié toutes les conditions relatives à l'exécution des prestations et s'être parfaitement rendu compte de leur nature, de leur importance, de leurs particularités et des sujétions qu'elles imposent, en procédant à une visite du site concerné.

Il ne pourra arguer d'une erreur ou d'une omission dans les pièces du dossier de consultation pour prétendre à une réclamation postérieurement à la notification du présent marché

ARTICLE 6 – VARIATION DE PRIX

Par dérogation à l'article 10.1 du CCAG/FCS, le marché est établi aux conditions économiques du mois de la date limite de réception des offres (m0).

L'index de référence I choisi en raison de sa structure pour l'actualisation des prix est :

Index	Définition
BT 01	Index général tous corps d'état

Les indices et index Travaux Publics sont publiés sous forme d'avis au Journal Officiel de la République Française et sont consultables sur le site Légifrance : www.legifrance.gouv.fr dès leur parution ou sur le site du Ministère de l'écologie du développement durable et de l'énergie

L'actualisation est effectuée par application aux prix du marché d'un coefficient Cn donné par la formule :

$$C_n = \frac{I_{m-3}}{I_0}$$

avec :

I_0 = Valeur de l'index de référence au mois d'établissement des prix

I_{m-3} = Valeur de l'indice de référence 3 mois avant la date de début d'exécution des prestations

sous réserve que le mois m du début du délai contractuel d'exécution des prestations soit postérieur de plus de trois mois au mois zéro.

ARTICLE 7 – MODALITES DE FACTURATION

Le paiement des sommes dues par la CCI du Var s'effectuera après service fait selon les règles de la Comptabilité Publique. Le mode de règlement est le virement bancaire. Les prestations faisant l'objet du marché seront réglées sur les prix stipulés dans l'acte d'engagement et ses annexes.

Le délai de paiement est de 30 jours au plus tard à compter de la réception de la facture.

Le retard de paiement fait courir, de plein droit et sans autre formalité, des intérêts moratoires à compter du jour suivant l'expiration du délai de paiement ou l'échéance prévue au contrat et donne lieu, de plein droit et sans autre formalité, au versement d'une indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement. Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de 8 points de pourcentage. Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement, due pour tout retard de paiement, en sus des intérêts moratoires, est fixé à 40 €.

L'ordonnateur principal des dépenses est le Président de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var. Le comptable chargé des paiements est le Trésorier de la Chambre de Commerce et d'Industrie du Var.

Remise des factures sous format dématérialisé :

Conformément à la loi du 3 janvier 2014 sur la simplification de la vie des entreprises et l'ordonnance n°2014-697 du 26 juin 2014 relative au développement de la facturation électronique, le titulaire ainsi que, le cas échéant, ses co-traitants concernés, doivent transmettre leurs demandes de paiement sur le portail mutualisé de l'Etat CHORUS PRO.

Au choix du créancier, cette transmission est effectuée selon l'une des trois modalités suivantes :

-Par flux d'échange de données informatisées. Dans ce cas, les formats acceptés sont ceux qui figurent à l'adresse suivante :

<https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/>

-Par dépôt au format PDF

-Par saisie en ligne dans le portail.

Les informations à faire figurer dans l'entête de la demande de paiement sont pour la CCI du Var :

- Chambre de Commerce et d'Industrie du Var (SIRET : 188 300 016 00014)
- La mention obligatoire du numéro du n° de marché

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut consulter le site internet de la Communauté CHORUS PRO : <https://communaute-chorus-pro.finances.gouv.fr/> et/ou poser ses questions via les rubriques « aide » ou « nous contacter » du portail précité.

ARTICLE 8 – REGLEMENT DES COMPTES

Les prestations sont réglées à l'avancement des prestations.

Les paiements de la location des modulaires sont mensuels et à terme échu.

ARTICLE 9 – AVANCE

L'option A s'applique.

Conformément à l'article R.2191-7 du code de la commande publique, une avance de 5 % est accordée au titulaire. Lorsque le titulaire du marché public ou son sous-traitant admis au paiement direct est une petite ou moyenne entreprise mentionnée à l'article R. 2151-13 du Code de la commande publique, le taux de l'avance est porté à 30 %.

Le montant de l'avance est versé à la condition que le titulaire n'ait pas expressément renoncé au versement dans cette avance sur l'acte d'engagement ou par lettre recommandée avec avis de réception au plus tard à la date de notification du marché.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Une avance peut être versée, sur leur demande, aux sous-traitants bénéficiaires du paiement direct suivant les mêmes dispositions que celles applicables au titulaire du marché, avec les particularités détaillées aux articles R. 2191-6, R. 2193-10 et R. 2193-17 à R. 2193-21 du Code de la commande publique.

Cette avance sera remboursable dans les conditions prévues aux articles R.2191-11 à R.2191-19 du code de la commande publique.

ARTICLE 10 – DUREE DU MARCHE

Le présent marché est conclu à compter de la date de notification du marché jusqu'à la fin d'exécution des prestations.

Le marché pourra également être résilié par l'une des parties dans les conditions fixées au CCAP.

ARTICLE 11 – DELAIS D'EXECUTION

Le délai maximum d'installation et de mise à disposition des modulaires est défini à l'article 2 de l'acte d'engagement.

Le délai de repliement des modulaires et de remise en état du site à compter de la fin de location est de : 15 jours calendaires.

ARTICLE 12 – PENALITES

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnés par ses manquements, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'est pas définitive et n'empêche pas la CCI du Var d'en faire application ultérieurement si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

Pénalités pour retard lié à l'installation et la mise à disposition des modulaires :

2 000 € par jour de retard calendaire.

Pénalités pour retard lié au repliement des modulaires et de remise en état du site à compter de la fin de location :

300 € par jour de retard calendaire.

- Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir avant exécution : **200 €** par jour calendaire de retard.

- Retard dans la remise des plans et autres documents à fournir après exécution : **200 €** par jour calendaire de retard.

- Absence ou retard supérieur à 30 mn à un rendez-vous de chantier : **100 €** par retard ou absence.

Une excuse le matin même de la réunion ne sera pas acceptée. Pénalité applicable à partir de la 2^{ème} constatation.

- Retard de communication du contrat de sous-traitance et ses éventuels avenants : **100 €** par jour calendaire de retard.

- Non-respect des demandes d'intervention demandées par le maître d'œuvre, le coordonnateur S.P.S, la CCI du Var :

200 € par jour calendaire de retard et par demande.

- Manquement aux obligations en matière de bonne tenue du chantier : **200 €** par constat.

- Manquement aux obligations environnementales : **500 €** par constat

- Pénalités pour travail dissimulé : Si le titulaire du marché ne s'acquitte pas des formalités prévues par le Code du travail en matière de travail dissimulé par dissimulation d'activité ou d'emploi salarié, la CCI du Var applique une pénalité correspondant à **10,0 % du montant TTC** du marché. Le montant de cette pénalité ne pourra toutefois pas excéder le montant des amendes prévues à titre de sanction pénale par le Code du travail en matière de travail dissimulé.

-Pénalités pour sous-traitance non déclarée : **1 000 €** par simple constat par le CSPS et/ou le maître d'œuvre et/ou de la CCI du Var.

La CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 13 – CLAUSE PENALE

Le titulaire est impérativement tenu aux délais et aux obligations contractuelles prévues au présent marché.

Sans préjudice des dommages et intérêts qui pourraient être dus par le titulaire au titre des préjudices occasionnées par ses manquements et des pénalités prévues à l'article 12, les pénalités stipulées au présent article s'appliquent sur décision de la CCI du Var, laquelle peut toujours renoncer à en faire usage ou décider de ne les appliquer qu'en partie. La renonciation totale ou partielle à l'application d'une pénalité n'empêche pas la CCI du Var de faire application ultérieurement de la pénalité considérée si le titulaire s'expose à une nouvelle pénalité.

En cas de non-respect de l'un quelconque de ses engagements contractuels tels que définis au présent accord-cadre, le titulaire encourt outre la résiliation de l'accord-cadre prévue à l'article 20-1 du présent C.C.A.P, le versement d'une somme équivalente à 5% du montant de l'accord-cadre par manquement constaté. L'application de cette clause ne saurait être interprétée comme une clause limitative de responsabilité du titulaire.

La CCI du Var se réserve le droit de faire application des pénalités définies ci-dessus sans mise en demeure préalable et sans inviter le titulaire à présenter ses observations.

Le montant total des pénalités n'est pas plafonné. Aucune exonération de pénalité eu égard à son montant ne sera appliquée.

Ces pénalités seront déduites du montant que la CCI du Var s'est engagée à verser au prestataire en contrepartie de l'exécution des prestations objet du présent marché.

ARTICLE 14 – ETAT DES LIEUX

Un procès-verbal d'état des lieux sera dressé avant l'installation des modulaires et suite à leur démontage, en présence d'un représentant dûment habilité de la CCI du Var et du titulaire du marché.

ARTICLE 15 – ENCADREMENT DU PERSONNEL

Les effectifs globaux nécessaires à l'exécution de toutes les prestations décrites au CCTP seront fixés par le titulaire.

Le titulaire devra appliquer la législation en vigueur pour les modes d'organisation qu'il proposera.

Le titulaire devra obligatoirement affecter à l'exécution des prestations un agent responsable de l'encadrement et de la discipline du personnel, du mode d'exécution des prestations et, d'une manière générale, de l'application des clauses techniques du CCTP.

Cet agent sera l'interlocuteur privilégié de la CCI du Var pour toutes les questions ou difficultés nées de l'exécution des prestations.

ARTICLE 16 – SOUS-TRAITANCE

Le titulaire est habilité à sous-traiter dans les conditions prévues aux articles R.2193-10 à R.2191-21 du code de la commande publique relatif aux marchés publics, provoquant obligatoirement le paiement direct de celui-ci pour des prestations supérieures à 600 euros T.T.C.

Le titulaire n'est autorisé à sous-traiter les prestations, objet du marché, qu'à la condition d'avoir obtenu de la CCI du Var l'acceptation de chaque sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement. Le titulaire ne peut pas sous-traiter la totalité du marché.

Toute sous-traitance occulte pourra être sanctionnée par la résiliation du marché aux frais et risques de l'entreprise titulaire du marché.

En cas d'accord par la CCI du Var, le titulaire s'engage à ce que ses sous-traitants éventuels et tout autre représentant de sa société se soumettent aux obligations figurant dans le présent CCAP, tant en ce qui le concerne qu'à ses salariés.

En cas de non-respect de cette obligation, seront appliquées les sanctions prévues aux articles 13 et 20.1 du présent C.C.A.P.

ARTICLE 17 – RESPONSABILITES

Le titulaire sera seul responsable des contraventions aux lois et règlements en vigueur.

Le titulaire ne pourra exercer aucun recours contre la CCI du Var en cas de condamnation encourue par lui ou son personnel.

Le titulaire devra veiller à ce que toutes les précautions nécessaires soient prises pour éviter des accidents à son personnel ou à des tiers. Il demeure responsable des accidents qui surviendraient. Le titulaire garantit la CCI du Var de toute action qui serait dirigée contre elle pour des faits de cette nature.

ARTICLE 18 – CONFIDENTIALITE – PROTECTION DES DONNEES PERSONNELLES

Les dispositions de l'article 5 du CCAG FCS s'appliquent. Le titulaire considère comme strictement confidentiel et couverts par le secret professionnel, toute information, document ou donnée dont il pourrait avoir connaissance à l'occasion du présent contrat.

Le titulaire s'engage à faire preuve de discrétion professionnelle et à respecter la confidentialité qui s'attache à la réalisation de la prestation ainsi qu'à maintenir secret tout renseignement intéressant la défense nationale.

Il s'engage à maintenir le secret le plus absolu sur toutes les informations qui lui seront fournies et dont il pourrait avoir connaissance dans le cadre des activités qui lui sont confiées. Il demeure tenu par cet engagement au-delà de la remise des prestations.

Chaque partie à l'accord-cadre est tenue au respect des règles, européennes et françaises, applicables au traitement des données à caractère personnel éventuellement mis en œuvre aux fins de l'exécution de l'accord-cadre.

Si le titulaire ne respecte pas les obligations du présent article, il s'expose à l'application des mesures prévues à l'article 20-1 du présent C.C.A.P.

CHAPITRE IV – CONSTATATIONS DE L'EXECUTION DES PRESTATIONS

ARTICLE 19 – VERIFICATIONS / RECEPTIONS

Les dispositions des articles 22 à 28 du CCAG FCS s'appliquent.

Les prestations non exécutées ou exécutées de manière incorrecte ne pourront faire l'objet de paiement.

Dans le silence de la CCI du Var, dans le délai de 30 jours suivant la réalisation des prestations, celles-ci sont considérées comme admises.

ARTICLE 20 – RESILIATION

ARTICLE 20.1 – RESILIATION POUR FAUTE ET EXECUTION AUX FRAIS ET RISQUES

Dans le cas où le titulaire ne respecterait pas les obligations contractuelles du présent accord-cadre, la CCI du Var serait en droit de résilier le marché de plein droit après mise en demeure effectuée dans les conditions définies à l'article 41.2 du CCAG FCS.

La résiliation sera notifiée au titulaire conformément aux dispositions de l'article 3.1.1 du CCAG FCS.

Elle prendra effet, conformément à l'article 38 du CCAG FCS à la date fixée dans la décision de résiliation ou, à défaut, à la date de sa notification.

La résiliation pour faute ne saurait donner lieu au paiement d'indemnités au profit du titulaire et n'exclut pas l'application des sanctions prévues à l'article 13 du présent CCAP.

La résiliation pour faute ne saurait exonérer le titulaire des pénalités de retard.

Par ailleurs la CCI du Var sera en droit de pourvoir à l'exécution du marché aux frais et aux risques du titulaire conformément aux dispositions de l'article 45 du CCAG FCS.

ARTICLE 20.2 – RESILIATION POUR MOTIF D'INTERET GENERAL

Le pouvoir adjudicateur peut à tout moment, qu'il y ait ou non faute du titulaire, mettre fin à l'exécution des prestations faisant l'objet de l'accord-cadre avant l'achèvement de celles-ci, par une décision de résiliation du marché.

Lorsque le pouvoir adjudicateur résilie le marché pour motif d'intérêt général, le titulaire a droit à une indemnité de résiliation, obtenue en appliquant au montant initial hors taxes du marché, diminué du montant hors taxes non révisé des prestations reçues, un pourcentage de 5 %.

ARTICLE 21 – EXECUTION DE LA PRESTATION AUX FRAIS ET RISQUES DU TITULAIRE

Les dispositions de l'article 45 du CCAG FCS s'appliquent.

ARTICLE 22 – LITIGES

Dans le cas où un accord ne pourrait intervenir après une tentative de règlement à l'amiable entre les parties, le litige serait porté devant le tribunal administratif de Toulon.

En cas de litige, le droit français est seul applicable. Les tribunaux français sont seuls compétents.

ARTICLE 23 – DISPOSITIONS DIVERSES

ARTICLE 23.1 – NON VALIDITE PARTIELLE

Si une ou plusieurs stipulations du présent marché sont tenues pour non valides ou déclarées telles en application d'une Loi, d'un règlement ou à la suite d'une décision définitive d'une juridiction compétente, les autres stipulations garderont toute leur force et leur portée, étant précisé que les parties pourront d'un commun accord, convenir de remplacer la ou les stipulations invalidées.

ARTICLE 23.2 – REFERENCE

Si le titulaire veut user de la référence de la CCI du VAR, il sera tenu d'en demander à celle-ci l'autorisation préalable.

ARTICLE 23.3 – ANNEXES DE L'ACCORD-CADRE

Les annexes au marché en font partie intégrante.

ARTICLE 23.4 – LANGUE

Les correspondances relatives au marché sont rédigées en langue française.

ARTICLE 23.5 - NOTIFICATIONS ET MISE EN DEMEURE

Toute notification ou mise en demeure adressée au titulaire se fera en application des dispositions des articles 3.1.1 et 3.1.2 du CCAG FCS.

ARTICLE 23.6 – MODIFICATION DE LA REGLEMENTATION

Toute modification de la réglementation afférente aux activités exercées ayant des incidences sur les dispositions prévues au présent marché seront automatiquement prises en compte sans que soit nécessaire la passation d'un avenant sauf si elle entraînait une modification du coût de la prestation.

ARTICLE 24 – DEROGATIONS AU CCAG FCS

Le présent C.C.A.P déroge à l'article 1.2 du CCAG FCS. A titre non limitatif, les dérogations au CCAGFCS explicitées dans les articles désignés ci-après du C.C.A.P, sont apportées aux articles suivants :

ARTICLES	C.C.A.P	C.C.A.G. F.C.S
Documents contractuels	art. 2	art. 4.1
Assurance	art. 3	art. 9.2
Variation de prix	art. 6	art. 10.1
Pénalités	art. 12	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Clause pénale	art. 13	art. 14.1.1, art 14.1.2, art 14.1.3
Dérogations	Art. 24	art 1.2